



44



Le dialogue social à la mode Bruno Parent !

En déplacement au congrès des notaires à Nantes, ce lundi 6 juin, Bruno PARENT, le directeur général des Finances Publiques, en profite pour venir visiter un service de Loire-Atlantique. Vendredi après midi, par courriel envoyé à 14H57, la DRFiP44 a informé les organisations syndicales de cette venue en leur laissant jusqu'à 16H30 pour faire connaître les noms de leurs représentants.

Compte tenu de leur propre agenda, certains d'entre eux n'ont pris connaissance de ce message qu'en fin d'après midi, voire lundi matin !

De plus, la rencontre s'annonce comme chronométrée puisqu'elle est programmée de 15h50 à 16h35, soit 45 minutes !

Ce dialogue est fait de mépris, d'évitement et de secret.

Quel service sera "visité" ? Aucune information jusqu'à ce lundi matin 10H. Ce seront les PCRPNantais. Visite en 4ème vitesse, pour quel résultat si ce n'est pour se montrer ? Le Directeur Général savait, de toute évidence depuis plusieurs jours, qu'il assisterait à ce congrès. Il n'a pas dû en prévenir les organisateurs le vendredi pour le lundi ! Il a eu moins d'égard pour ses agents ...

Pourquoi recevoir les organisations syndicales dans un temps très contraint si ce n'est pour l'affichage, sans volonté réelle de dialoguer ?

Un directeur qui veut véritablement s'inscrire dans une démarche de dialogue constructif et responsable, ne s'y prend pas de cette façon !

Bruno PARENT met tout en œuvre pour provoquer les représentants des agents en les incitant à décliner un échange de mauvaise qualité traduisant un dialogue social bafoué !

Il est loin le temps où un directeur général avait le courage de venir se confronter directement aux agents à Nantes, sans esquivance, ni faux semblant.

A celui qui écrit dans ses lignes directrices (voir sur Ulysse national): « *L'âge d'or, c'est-à-dire le passé embelli et perdu, est un mythe* », nous répondons que le dialogue social à la DGFIP est également un mythe!

Dans ces conditions inacceptables, les organisations syndicales ont décidé unanimement de ne pas cautionner ce simulacre de dialogue social et ont refusé de se rendre à la rencontre programmée.